



→ Belga



## Guatemala: les syndicats au cœur de la lutte contre l'impunité

Paupérisation et explosion de l'économie informelle, conditions de travail très dures dans les maquilas, discriminations sexuelles et raciales... plus de dix ans après la signature des Accords de paix de 1996, le sort des travailleurs et travailleuses reste très difficile dans ce pays d'Amérique centrale où, sur fond d'impunité, la corruption et les assassinats de syndicalistes se banalisent dangereusement.

Reportage.

# Violence extrême contre les syndicalistes

**Menaces et assassinats sur fond de naufrage social: le Guatemala est un point très sombre sur la carte des droits syndicaux dans le monde.**

Le 15 janvier 2007, Pedro Zamora, secrétaire général du syndicat des travailleurs de l'entreprise portuaire Quetzal (Sindicato de Trabajadores de la Empresa Portuaria Quetzal – STEPQ) était abattu de plusieurs balles tandis qu'il ramenait ses enfants chez lui après une visite de routine à l'hôpital. Il avait reçu plusieurs menaces de mort alors qu'il luttait, avec son syndicat, contre la privatisation de Puerto Quetzal et les licenciements annoncés dans le sillage de cette privatisation. Les autres dirigeants de ce syndicat ont eux aussi été menacés, tout comme le frère de Zamora, aujourd'hui nouveau secrétaire général du STEPQ. De nombreuses actions nationales et internationales ont été menées suite à cet assassinat (1). Malgré cette mobilisation qui fait du cas Zamora un emblème de la lutte contre l'impunité au Guatemala et dans toute l'Amérique latine, l'enquête, s'il y en a une, ne semble pas avancer. Aujourd'hui, plus d'un an après les faits, les coupables, acteurs ou commanditaires, courent toujours. Le 31 décembre 2007, le domicile de Carlos Mancilla, secrétaire des conflits au travail de la CUSG, a été attaqué avec des armes de gros calibre.

A la veille de l'ouverture officielle de la Conférence syndicale internationale contre l'impunité organisée au Guatemala (voir page 3) le 28 janvier 2008, le siège de la CGTG a été attaqué par des hommes en armes qui ont menacé de mort les membres qui s'y trouvaient et ont emporté des ordinateurs portables qui contenaient des informations concernant le syndicat. La CGTG, la Centrale Générale des Travailleurs du Guatemala (Central General de Trabajadores de Guatemala), est, avec la CUSG, la Confédération de l'unité syndicale du Guatemala (Confederación de Unidad Sindical de Guatemala), l'affiliée de la CSI au Guatemala.

"Ces trois exemples ne sont malheureusement pas des cas isolés" explique Pepe Pinzón, secrétaire général de la CGTG, heureusement absent lors de la "visite" de son syndicat et menacé de mort à plusieurs reprises. Les auteurs des faits ne sont pour lui pas de simples voleurs. "La violence est très présente dans notre pays. La police nationale civile est en grande partie responsable de ce désastre. Le gouvernement et les employeurs travaillent ensemble à saper la population et les droits des syndicalistes. C'est très organisé et d'autant plus difficile à combattre puisque le mal vient de l'intérieur."

Tout comme la Colombie, le Guatemala compte, parmi les



Pedro Zamora dirigeant du syndicat des dockers, était en point de mire d'une campagne de harcèlement suite à ses efforts pour empêcher la privatisation du port de Quetzal. Le 15 janvier 2007, des assaillants ont ouvert le feu sur la voiture. Sur une centaine de balles qui ont touché le véhicule, une vingtaine ont atteint Zamora. Un des assassins s'est ensuite approché de la voiture et lui a tiré une balle dans le visage. Malgré les efforts désespérés de Zamora pour protéger ses enfants, son fils de trois ans a été blessé.

pays les plus dangereux au monde pour les syndicalistes. Corruption, trafic de drogue et "maras" (bandes de délinquants juvéniles) font partie du lot quotidien des travailleuses et travailleurs au Guatemala. On estime que chaque année, près de 6.000 personnes meurent d'une mort violente et que chaque jour, deux femmes, en moyenne, perdent la vie dans des circonstances similaires, au point que le terme "feminicidio" ("féminicide") est désormais passé dans le langage courant au Guatemala (voir page 10).

## Décomposition sociale

De 1960 à 1996, le Guatemala a connu 36 années d'une guerre civile qui a fait près de 260.000 morts et disparus et poussé 1.200.000 guatémaltèques à l'exil. Les accords de paix signés entre le gouvernement du président Arzu et l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) stipulaient que l'Etat devait mettre en place un programme de réconciliation du peuple guatémaltèque avec pour objectif principal la réduction de la pauvreté extrême et la reconstruction du pays dévasté par ces 36 années de



Il y a une politique implicite d'escadrons de la mort au Guatemala, et ils sont à l'intérieur de la police civile... cette violence est liée au crime organisé, au narcotrafic



J.E. Pinzón Salazar  
(CGTG)

Plus d'information sur les violations des droits syndicaux dans le chapitre consacré au Guatemala du rapport annuel de la CSI sur les violations des droits syndicaux dans le monde, sur le site web de la CSI à l'adresse: <http://survey07.ituc-csi.org/>



## Des droits bafoués

Le Guatemala a signé et ratifié les huit Conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Mais ces normes sont néanmoins systématiquement bafouées.

Outre les atteintes très fréquentes aux droits les plus fondamentaux des travailleurs et travailleuses, en 2007, le pays a été le témoin non seulement de l'assassinat de Zamora mais aussi des meurtres de Walter Anibal Ixcaquic Mendoza et de Norma Sente de Ixcaquic (voir page 8), du syndicat FESTRI, de Marco Tulio Ramirez, du syndicat des travailleurs des bananeraies, en septembre (voir page 9), et d'une attaque à l'arme lourde contre le domicile de Carlos Mancilla, dirigeant de la CUSG, à la Saint-Sylvestre 2007. Le Guatemala possède en outre l'un des pires palmarès au niveau mondial quant au nombre de meurtres non résolus.

guerre. Aujourd'hui, plus de 11 ans après la signature de ces accords de paix, le bilan est sombre. Le pays est en pleine décomposition sociale suite à la violence extrême, à l'incapacité et à la faiblesse des institutions de l'Etat, gangrénées par la corruption et le narcotraffic.

#### Lueur d'espoir?

La récente élection à la présidence de la République d'Alvaro Colom, issu du courant centre gauche, donne toutefois un peu d'espoir aux Guatémaltèques, même s'ils ne croient pas aux miracles. "Nous espérons que le nouveau président fera bouger les choses", explique Silvia Marina Grevalo Santos, ouvrière dans une maquila, qui vient d'être licenciée. "Ce sera sans aucun doute très difficile. Il est important qu'il accomplisse ce qu'il a promis, qu'il aide le peuple guatémaltèque. Il dit qu'il va traiter le peuple de la même manière que les riches. Nous sommes impatients, mais la tâche est énorme".

(1) La CSI et la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) ont notamment soumis une plainte officielle à l'Organisation internationale du travail concernant l'assassinat de Pedro Zamora et appelé le gouvernement guatémaltèque à ouvrir une enquête exhaustive pour que les coupables soient identifiés et traduits en justice. La CSI et l'ITF ont également envoyé deux missions communes sur place qui ont dénoncé les graves négligences dans l'enquête de la

police. Suite à la première, neuf personnes licenciées ont toutefois été réintégrées.  
(2) L'ITF a diffusé un témoignage vidéo concernant l'assassinat de Pedro Zamora que vous pouvez visionner à cette adresse (seulement en anglais): <http://survey07.ituc-csi.org/getcountry>.



## Une conférence syndicale internationale contre l'impunité

Suite à l'assassinat de Pedro Zamora et à la montée en puissance de la violence et du non respect des droits syndicaux, la CSI, ses organisations régionales ORIT et CLAT (1), ses organisations affiliées au Guatemala CGTG et CUSG et la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) ont organisé une Conférence syndicale internationale du 29 au 31 janvier 2008 sur le thème de la lutte contre l'impunité. Dans son discours d'ouverture, le Président Colom s'est fermement engagé en faveur du dialogue social, de la protection des femmes et des communautés indigènes, et a promis de lutter avec détermination contre l'impunité et "la corruption, à quelque niveau qu'elle se situe, même s'il s'agit de ma propre famille!". La Conférence avait pour objectifs l'élaboration et l'application de stratégies politiques et syndicales à l'appui des normes fondamentales du travail, le renforcement de la capacité des syndicats à combattre l'impunité et l'ouverture d'enquêtes exhaustives concernant les meurtres de syndicalistes, afin que les responsables soient traduits en justice et condamnés aussi rapidement que possible.

Dans sa déclaration finale (2), la Conférence a insisté pour que toute la lumière soit faite sur les meurtres des dirigeants syndicaux et sur le besoin impératif d'établir des bases solides pour un dialogue social comme mécanisme générateur de confiance entre les interlocuteurs sociaux. Elle a également insisté sur l'importance d'une inspection du travail renforcée.

En outre, un appel a été lancé à la communauté internationale afin qu'elle renforce son soutien politique à la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CGIG) qui bénéficie du soutien de l'ONU et dont le Directeur Carlos Castressana a fait une forte impression à la conférence.

Enfin, le mouvement syndical international a attiré l'attention sur la nécessité de mettre en œuvre une campagne internationale au Guatemala et en Amérique centrale pour renforcer le droit à la liberté syndicale et à la négociation collective établis en vertu des Conventions n°87 et n°98 de l'OIT.



(1) Le 29 mars 2008, un congrès d'unification régionale donnera le jour à la nouvelle "Confédération syndicale des Amériques" (CSA).

(2) Pour lire le texte intégral de la Déclaration finale : [http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/SY\\_DECLARACION\\_FINAL\\_CONFERENCIA\\_CSI\\_CONTRA\\_IMPUNIDAD\\_EN\\_GUATEMALA\\_-\\_29-31\\_enero\\_20081.pdf](http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/SY_DECLARACION_FINAL_CONFERENCIA_CSI_CONTRA_IMPUNIDAD_EN_GUATEMALA_-_29-31_enero_20081.pdf)



# Les zones franches d'exportation, zones de non-droit?

250 maquilas (usines à l'exportation), sont implantées dans des zones franches d'exportation (ZFE) au Guatemala. Principalement liées au secteur du textile, elles emploient une grande majorité de femmes. Conditions de travail difficiles et violations des droits syndicaux y sont systématiques.

Les limitations à la liberté syndicale, les restrictions du droit de grève et l'absence de négociation collective sont monnaie courante dans les zones franches d'exportation qui se sont développées au Guatemala à partir des années 70.

Leur fonctionnement est très simple: un pays qui souhaite attirer des investisseurs afin d'augmenter les exportations, créer des emplois et augmenter ses réserves de devises offre à ses investisseurs des conditions qui leur permettent de développer leur activité sans avoir à payer d'impôt, ni pour la production, ni pour l'exportation de ces produits. S'il est vrai qu'elles ont créé énormément d'emplois, on peut légitimement se poser la question de la qualité de ces emplois tant les conditions y sont dures et éloignées du concept de travail décent.

## Les femmes discriminées sur base de leur âge

Au Guatemala, près de 75 pour cent de la main d'œuvre des maquilas, principalement dans le secteur du textile, est féminine. Un des réels problèmes auxquels les femmes sont confrontées, outre les conditions de travail exécrables, c'est la discrimination basée sur l'âge. Dès qu'elles atteignent 35-40 ans, elles sont considérées comme trop âgées pour travailler par leurs employeurs et poussées vers la sortie. Elles ne seraient plus assez "productives". Or, nombreuses sont les femmes entre 35 et 60 ans qui voudraient encore travailler et qui se retrouvent sans ressources. Silvia Marina Grevalo Santos, 45 ans, fait partie de ces femmes. Licenciée, avec d'autres, parce qu'elle a essayé d'organiser les travailleurs dans une maquila, elle n'a jamais pu retrouver un emploi et aide aujourd'hui bénévolement la CGTG. "Les droits syndicaux sont inexistants" explique-t-elle. "A chaque fois que des travailleurs essaient de s'organiser, ils sont licenciés sur le champ. Quand nous avons perdu notre emploi, nous devons recevoir une indemnisation de licenciement. Nous attendons toujours. La maquila a fermé et nous avons tout perdu. Nous avons dénoncé ces faits devant le ministère du Travail mais ce fut un échec." Les employeurs, la plupart coréens, ne paient pas d'impôts les 10 premières années d'exploitation. Après cette période d'activités, ils ferment et vont s'installer ailleurs sous un autre nom. En 2007, 37 maquilas ont fermé au Guatemala laissant près de 17.000 travailleurs sur le carreau.

Du lundi au samedi, les journées de travail commencent en général à 7h du matin pour se terminer à 18h30. Mais quand la production l'exige, les journées peuvent se poursuivre jusque 22h et la semaine de travail s'étendre dimanche compris. "Les employeurs ferment les portes et ne nous laissent pas sortir. Nous sommes comme des prisonniers, enfermés contre notre volonté" poursuit Silvia Marina.

## Discrimination salariale

Il existe clairement une discrimination au niveau du salaire entre les femmes et les hommes. Pour le même travail, les femmes reçoivent 50 Quetzal (4,5 Euros) de plus que le salaire minimum qui est de 1475 Quetzales (environ 131



→ M.D.

Euros) alors que les hommes reçoivent 150 Quetzales (12,5 Euros) de plus. Au niveau de la sécurité et de la santé des travailleurs, de nombreux efforts seraient nécessaires. Il n'est pas rare que des "maras" (bandes de jeunes délinquants) rackettent les travailleurs aux abords des maquilas. Alors qu'ils ont déjà énormément de mal à gagner un peu d'argent, leur sécurité n'est pas assurée.

A l'intérieur de l'usine, les employeurs ne laissent pas aller les travailleurs aux toilettes quand ils le veulent. Seulement une fois le matin et une fois l'après-midi, ce qui peut causer de nombreux troubles de santé pour les femmes en période de menstruation ou de grossesse.

Pour les repas, les cantines sont inexistantes et les travailleurs mangent dehors, même quand il pleut. Quand ils ont le droit d'en boire, l'eau vient du robinet et n'est pas toujours pure.

Sous la pression des quotas de production...



Mais surtout, la pression de travail est énorme. Chaque matin, les travailleurs reçoivent un nombre de pièces à produire équivalent à un salaire établi. Tous les jours, ce nombre augmente tant et si bien que les travailleurs forcent la cadence, se blessent et, bien entendu, n'atteignent jamais le nombre de pièces demandé, donc le salaire annoncé.

#### Travailleuses enceintes poussées vers la sortie

"Quand les employeurs découvrent qu'une femme est enceinte, ils lui mettent la pression pour qu'elle démissionne." poursuit Silvia Marina. "Elle n'est pas licenciée officiellement mais ils la poussent à partir. De toute façon, il y en a d'autres qui attendent la place... Elles ont normalement droit à deux mois de congé de maternité mais ensuite, elles doivent reprendre le travail et, avec les horaires, il est difficile de s'occuper des enfants."

## Un syndicat dans une maquila, c'est possible



Lire l'interview de Silvia Marina Grevalo Santos (CGTG- Guatemala), intitulée "Dans les maquilas, les femmes sont discriminées sur leur âge", sur le site web de la CSI à l'adresse: <http://www.ituc-csi.org/spip.php?article1847&lang=fr>



→ M.D.

Il existe seulement trois syndicats dans les maquilas guatémaltèques. C'est notamment le cas dans l'une des usines de l'entreprise Sae. Sous l'impulsion de la CGTG, ce syndicat a été créé en 2007 et compte près de 300 membres. Une réunion se tient chaque vendredi entre les dirigeants de l'entreprise et du syndicat afin de discuter des conditions de travail. Si le pouvoir de ce syndicat est extrêmement limité et qu'il n'est présent que dans une seule des 20 usines de l'entreprise Sae, il faut malgré tout y voir un premier pas essentiel dans la lutte pour les droits syndicaux. "La première chose à faire, c'est donner conscience aux travailleurs qu'ils doivent s'unir pour s'organiser et lutter pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Pas mal d'entre eux se rendent compte que le syndicat est une bonne chose, mais ils ont surtout peur de perdre leur emploi", constate Silvia Marina Grevalo Santos.

## Les violations des droits des travailleurs s'amplifient... mais l'OMC n'agit pas contre les zones franches

**E**n juillet dernier, le Conseil général de l'OMC a approuvé une décision provisoire du Comité des subventions de l'OMC prévoyant l'extension de la période de transition avant le démantèlement des subventions à l'exportation dans plusieurs pays en développement. Cette décision conforte toute une série de gouvernements dans leur politique d'exploitation des travailleurs et de déni des droits syndicaux dans les zones franches d'exportation (ZFE).

Les règles de l'OMC prévoyaient initialement le démantèlement de ces subventions pour la fin 2007. Or, suite à la demande d'un groupe de pays en voie de développement, la période de transition et de suppression progressive pourrait s'étendre jusqu'en 2015. L'une des principales fonctions de ces subventions à l'exportation est d'inciter les investisseurs étrangers à s'implanter dans les ZFE où, comme on l'a vu, les conditions de travail sont exécrables et les abus nombreux. Dans de nombreux cas, les gouvernements adaptent les champs d'application du code du travail ou ferment les yeux sur les infractions à la législation du travail, notamment pour ce qui a trait aux heures de travail et aux droits syndicaux.

Parmi les pays avantageés par la décision, figurent notam-

ment le Guatemala, le Costa Rica, la République Dominicaine ou le Salvador, autant de pays connus pour les violations antisyndicales. Les ZFE et autres zones spéciales d'exportation des pays pour lesquels une prolongation s'avérerait profitable représentent conjointement plus d'un million de travailleurs et plus de 50 milliards de dollars par an en revenus d'exportation.

Pour la CSI, il est grand temps que le respect des droits syndicaux soit pris au sérieux dans les ZFE. "Il s'agit de violations des droits humains fondamentaux des travailleuses et travailleurs," affirme Guy Ryder, secrétaire général de la CSI "Mais, de fait, ces graves violations ne nuisent pas du tout à la compétitivité des entreprises, comme il a été démontré dans le rapport conjoint OIT/OMC sur le commerce et l'emploi (1). Il incombe aux gouvernements d'assumer leurs responsabilités et de promouvoir et protéger les droits syndicaux dans les ZFE, de la même façon qu'ils doivent le faire sur l'ensemble de leur territoire".

(1) Rapport conjoint OIT/OMC "Le commerce et l'emploi: Un défi pour la recherche sur les politiques" février 2007. "Trade and Employment: Challenges for Policy Research" - Joint ILO-WTO study, February 2007

Commentaires de la CSI sur le rapport: [http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/ILO-WTO\\_paper\\_summary\\_and\\_comments\\_-\\_final.pdf](http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/ILO-WTO_paper_summary_and_comments_-_final.pdf)

# L'économie informelle, une question de survie

Comme dans toute l'Amérique latine, le nombre de travailleurs guatémaltèques qui cherchent des moyens de subsistance dans l'économie informelle ne cesse d'augmenter. En cause: la pénurie d'emplois décents et les discriminations dont sont victimes ces travailleurs, en majorité des femmes, privés de couverture sociale et souvent malmenés par les autorités.



→ M.D.

L'économie informelle au Guatemala et dans de nombreux pays en voie de développement constitue la majorité de la force de travail. Les licenciements collectifs, les prix réduits à l'exportation des matières premières, les endettements, les entraves à l'exportation et les faibles niveaux d'éducation ont une influence néfaste sur l'emploi. De nombreuses personnes se réfugient dans l'économie informelle afin de trouver des moyens de subsistance.

D'après l'Enquête Nationale sur l'Emploi et les Revenus (ENEI) (1), 75,4% de la population active du Guatemala travaillent dans des activités informelles. Ce chiffre monte à 89,8% dans les campagnes pour la population active rurale et touche près de 95% de la population indigène qui subit une discrimination très dure à l'emploi.

## Une majorité de femmes... et d'enfants

65 pour cent au moins des travailleurs de l'économie informelle au Guatemala sont des femmes. La part des enfants qui doivent aider leurs parents à subvenir aux besoins de la famille est dramatiquement élevée. Dans le meilleur des cas, ces enfants vont à l'école la moitié de la journée et travaillent l'autre moitié, la majorité n'étant pas du tout scolarisée. 25 pour cent des travailleurs de l'informel ont entre 5 et 18 ans.

Selon l'ENEI, sont informels les emplois suivants: domesti-

ques, travailleurs agricoles, saisonniers ou non, membres de la famille non rémunérés, patrons dont les établissements possèdent moins de six travailleurs autonomes. Nombreux sont les travailleurs de l'informel qui se fournissent chez des grossistes ou détaillants. Ils sont donc considérés comme des commerçants. Très peu d'entre eux obtiennent leurs produits par production propre. C'est la raison pour laquelle les étalages des vendeurs de rues sont très diversifiés.

"Il existe tout d'abord un problème de concept" explique Luis Felipe Monzón, de la FENATRI, la Fédération Nationale des Travailleurs Indépendants. "Selon l'Organisation internationale du Travail, l'économie informelle est représentée par des entreprises non constituées en sociétés et dont les activités couvrent la production de biens et services, gérées par des travailleurs indépendants qui peuvent occasionnellement engager d'autres travailleurs, qui ne sont pas inscrits dans les registres officiels et ne jouissent pas de la sécurité sociale. Pour nous, c'est plus simple. Cette activité provient de la nécessité qu'a le Guatémaltèque en difficulté et marginalisé à survivre dans des conditions défavorables et dans un système qui ne protège pas le plus grand nombre".

Pour la FENATRI, le pourcentage élevé de travailleurs de l'économie informelle au Guatemala s'explique par une série de facteurs structurels tels que le taux de chômage élevé, le flux migratoire des campagnes vers les villes, les délocalisations et l'absence d'une politique socio-économique

de l'Etat qui pourrait promouvoir la création de nouveaux emplois décents avec des salaires justes.

### Nouvelles formes de contrat de travail précaires

"A cela," poursuit Monzón, "il faut ajouter les nouvelles formes de contrats de travail qui sont loin de protéger les travailleurs, l'analphabétisme répandu et les catastrophes naturelles qui laissent de nombreux paysans sans ressources". Dans une déclaration publiée récemment, la FENATRI expliquait que l'essor de l'économie informelle n'était pas étonnant suite aux politiques d'ajustements structurels

conditionnées par les organismes financiers internationaux. En outre, la Fédération nationale dénonce le double discours de l'Etat. D'un côté, à travers le ministère du Travail et l'Institut national de statistiques, l'Etat note l'importance des travailleurs de l'informel dans l'activité économique du pays. De l'autre, à travers les forces de sécurité et la police nationale civile, ces mêmes travailleurs sont poursuivis, menacés, déplacés et parfois agressés physiquement.

(1) ENEI, cité dans le rapport de Social Alert – "Guatemala, à 10 ans des Accords de Paix", 2004.

## Stratégie syndicale internationale contre le racisme et la xénophobie

Plus de la moitié de la population du Guatemala est d'origine Maya, avec une forte présence de Garífuna et Xincas. Cette population indigène majoritaire est identifiable par ses traits physiques spécifiques, ainsi que par ses langues, habitudes et habillement. Elle est victime d'un racisme structurel latent et de multiples discriminations sur bases ethnique et culturelle. Dès le départ, le système éducatif privilégie les plus favorisés et ne tient aucun compte de la culture maya.

Près de 95% de la population indigène est victime d'une discrimination très dure à l'emploi, qui lui ferme les portes du marché de l'emploi formel. La majorité de la population indigène vit traditionnellement du travail de la terre. Mais depuis des générations, la caste des grands propriétaires terriens possède l'essentiel des terres fertiles, destinées quasi exclusivement aux cultures d'exportation. Cette répartition très inéquitable des terres pénalise les paysans indigènes qui ont de moins en moins de moyens d'autosubsistance et qui, confrontés à des problèmes de sécurité alimentaire, n'ont d'autre choix que de louer leurs services pour des salaires de misère aux grands patrons des "finca" (grandes exploitations agricoles).



→ Boris Naudin

### Projets pilotes

Dans la foulée de la décision de son Congrès fondateur de 2006, la CSI est déterminée à agir concrètement pour développer une stratégie syndicale de lutte contre la discrimination raciale et la xénophobie.

En 2008, plusieurs projets pilotes seront développés par des organisations affiliées à la CSI au niveau national, au Brésil (CUT), en Indonésie (SBSI), au Népal (NTUC), en R.D.Congo (UNTC), en Afrique du Sud (CONSAWU), en Albanie (BSPSH), et en Roumanie (Cartel Alfa), et au Guatemala (CGTG).

Au Guatemala, ce projet vise à soutenir la volonté syndicale d'intégration des populations indigènes et autres minorités ethniques. Un premier axe politique prévoit une campagne d'information et de sensibilisation. Un second axe comprend deux sessions de formation sur les thèmes de la diversité culturelle, de l'accès à la terre et de la lutte contre la pauvreté, de stratégie syndicale en faveur des droits des travailleurs indigènes et autres minorités ethniques.



# Des mutuelles de santé organisées par les syndicats dans l'informel

**L'absence de protection sociale est une des grandes carences auxquelles font face les travailleurs de l'informel. Les syndicats tentent d'y remédier.**

La FESTRI, Fédération Syndicale des Travailleurs Indépendants, liée à la CGTG, organise les travailleurs indépendants, principalement des vendeurs opérant dans des espaces publics comme les rues, les parcs ou d'autres endroits se prêtant à cette activité. Ce syndicat compte près de 20.000 affiliés et est divisé en 35 organisations basées sur tout le territoire national, même si la majorité se trouve dans la capitale.

## Migration rurale de main-d'œuvre non qualifiée

Pour cette organisation, la migration rurale de main d'œuvre non qualifiée constitue la majorité des travailleurs et travailleuses de l'informel. Pour Jorge Grajeda Aquino, secrétaire général de la FESTRI, lui-même vendeur de rue, "si l'on compte tous les travailleurs qui ne bénéficient pas de protection sociale, leur proportion atteint 85 pour cent.

Quand ces travailleurs tombent malades, ils doivent se rendre dans des centres nationaux pour y être soignés, mais la qualité des soins y laisse trop souvent à désirer".

## Soins de santé et formations

A travers le syndicat, ils peuvent bénéficier d'une mutuelle de santé qui donne accès à des soins médicaux de qualité, des médicaments, des soins dentaires et toute une série de produits de base à des prix accessibles. En clair, l'organisation syndicale tente de fournir une prestation sociale à tous ses affiliés. Autre service offert par le syndicat, les travailleurs reçoivent des formations liées à la connaissance de leurs droits et obligations. Ils sont aussi aidés quand ils ont des problèmes juridiques, notamment avec les autorités municipales.

La sensibilisation joue un rôle très important. "Notre pays a connu 36 années de conflit armé", explique Jorge Aquino, "A cette époque, chaque organisation syndicale ou civile qui se formait était considérée comme subversive. Une psychose s'est peu à peu créée au sein de la classe ouvrière. Le syndicat est souvent considéré comme hors la loi. Or, le droit de s'organiser est inscrit dans la Constitution et dans les conventions internationales. Le problème, c'est le respect de la loi." Des campagnes de sensibilisation sont organisées par la FESTRI, notamment sur le terrain avec des résultats positifs.

## Sensibiliser pour dépasser la peur...

Par exemple dans la petite ville de Guatepeque qui compte plus de 3000 travailleurs autonomes. La plupart d'entre eux n'avaient pas d'idée de ce qu'était un syndicat, une organisation. Aujourd'hui, parce qu'ils sont organisés, la municipalité a fini par les écouter. Ils peuvent négocier et, surtout, ils ne sont plus chassés de leur lieu de travail, principale source d'ennui pour les travailleurs de l'informel.

## ... malgré la répression violente

La syndicalisation des travailleurs de l'informel ne se passe malheureusement pas toujours aussi bien et est souvent accompagnée de répression violente et d'assassinats, notamment à l'encontre de la FESTRI. En 2004, Julio Rolando Roquec, alors secrétaire général de la FESTRI est assassiné. Début 2007, Walter Anibal Ixcaquic Mendoza et Norma Sente de Ixcaquic, membres du Front National de vendeurs du Guatemala, organisation affiliée à la FESTRI, subissent le même sort.



Un système qui ne protège pas le plus grand nombre



Jorge Grajeda Aquino, secrétaire général de la FESTRI



→M.D.

# Lutter contre le travail des enfants

Au Guatemala, près d'un enfant sur quatre âgé de 5 à 17 ans travaille (1). Plus des deux tiers d'entre eux vivent dans les campagnes et participent aux activités agricoles.

La moitié des enfants guatémaltèques qui travaillent vont aussi partiellement à l'école. La même proportion d'enfants travailleurs ne perçoit aucune rémunération. L'avenir des enfants guatémaltèques, en particulier des filles, est aussi souvent compromis par la fréquence des mariages précoces.

## Améliorer l'accès à l'éducation

"Trop d'enfants travaillent dans notre pays. Des efforts urgents doivent être faits en ce qui concerne l'accès à l'éducation. Certains commencent le travail à 5 ans, particulièrement dans l'économie informelle ou le secteur agricole. D'autres travaillent dans des carrières et broient des pierres toute la journée, ce qui entraîne des conséquences néfastes pour leur santé. Ces jeunes représentent l'avenir du pays, la lutte contre le travail des enfants est aussi une priorité syndicale", souligne Judith Montes (CUSG).



→M.D.

(1) Source OIT-IPEC.



# Meurtre avec préméditation dans les bananeraies

Le 2 mars dernier, Miguel Ángel Ramírez, est assassiné, quelques mois après avoir participé à la création d'un syndicat au sein de l'entreprise Frutera Internacional qui produit des bananes pour la marque Chiquita. En septembre dernier, le syndicaliste Marco Tulio Ramirez Portela avait lui aussi été assassiné dans une plantation appartenant à un fournisseur de la marque Del Monte.

Suite à cet assassinat de Miguel Ángel Ramírez, membre du Syndicat des travailleurs de la Bananeraie du Sud (SITRABANSUR), affilié à l'UNSITRAGUA, la CSI a rappelé au président Alvaro Colom son engagement pris en faveur de la lutte contre l'impunité au cours de la Conférence syndicale internationale de janvier dernier (voir page 3). Quatre mois après que les travailleurs et travailleuses se soient organisés en juillet 2007 au sein de SITRABANSUR, l'entreprise Frutera Internacional a reçu la liste des noms de tous ceux qui avaient participé à la création du syndicat. Elle s'est alors employée, par le biais de son service de sécurité privé, à harceler et à menacer ses membres, tant sur leur lieu de travail qu'à leur domicile. Certains ont été retenus illégalement et ont, sous la pression ainsi exercée, signé leurs démissions. Fin novembre, ils ont été renvoyés et licenciés de leurs postes de travail. Miguel Ángel Ramírez a ainsi été contraint de signer sa démission. Quatre semaines auparavant, la fille du secrétaire général du SITRABANSUR a été violée par des hommes armés et l'épouse de Víctor Manuel Gómez, autre dirigeant du SITRABANSUR, a été harcelée par des hommes en armes qui lui ont dit que s'ils ne trouvaient pas son mari, il ne leur resterait plus qu'à tuer sa famille.

Le 23 septembre dernier, à 5h45 du matin, des individus masqués et armés de fusils de gros calibre abattent sauvagement le syndicaliste Marco Tulio Ramirez Portela. Sous les yeux de sa femme, il est froidement assassiné alors qu'il quittait sa petite maison située à l'intérieur même de la plantation Yuma, appartenant à Bandegua, fournisseur de la multinationale Del Monte.

Secrétaire de la culture et des sports du Syndicat guatémaltèque des travailleurs des bananeraies d'Izabal (SITRABI), Marco Tulio Ramirez Portela était le frère de Noé Antonio Ramirez Portela, secrétaire général de ce syndicat qui organise les travailleurs de l'entreprise multinationale Del Monte.

Les circonstances qui entourent cet assassinat sont particulièrement troublantes. Peu de temps auparavant, fin juillet, cinq soldats de l'armée guatémaltèque étaient entrés par effraction dans les locaux du syndicat SITRABI une affiliée de la CUSG. Les militaires avaient demandé les noms des chefs du syndicat, les chiffres de ses effectifs et la nature de ses activités. Relayé sur le plan international par la CSI et l'UITA (1), SITRABI avait porté plainte auprès des autorités au sujet de cet incident. Quelques semaines plus tard, le syndicat avait rencontré le ministère de la Défense, qui avait promis une "enquête interne"... Cinq jours plus tard, Marc Tulio Ramirez était victime d'un assassinat qui avait tout d'une attaque préméditée.

Les faits se sont déroulés au sein d'une propriété surveillée, dont les entrées et les sorties sont strictement contrôlées par une police privée. Un laissez-passer est exigé pour toute entrée de véhicule dans l'enceinte de l'exploitation. Et les agents de sécurité renouvellent un contrôle à la sortie. En outre des rondes régulières sont effectuées autour des bâtiments. Difficile de croire que personne n'ait rien vu...

Voici plusieurs années, les multinationales fruitières comme



→ The Fair Trade Foundation

Chiquita ou Del Monte ont fait le choix de se défaire des plantations qu'elles possédaient. Pour s'approvisionner, elles font désormais appel à des sociétés locales dont les pratiques antisyndicales sont bien connues. La côte Sud du Guatemala est de plus en plus attractive pour ces sociétés bananières, avec l'existence d'une main d'œuvre locale encore très peu organisée à l'heure actuelle. Dans un contexte extrêmement difficile, des syndicats tentent de voir le jour dans ces plantations, mais ils subissent une répression sans concession.

En 2001, un accord sur la liberté syndicale, les normes minimales de travail et l'emploi dans le secteur bananier en Amérique latine a pourtant été signé entre Chiquita, et COLSIBA, la coordination des syndicats des bananeraies d'Amérique Centrale, sous l'égide de l'UITA (1).

(1) Union des travailleurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'hôtellerie du monde entier: [www.iuf.org](http://www.iuf.org)

-Plus d'information auprès d'Euroban (European Banana Action Network) collectif d'associations et de syndicats des pays européens qui œuvre en faveur d'une économie durable de la banane et de l'amélioration des conditions de vie des petits producteurs et des travailleurs des plantations. Voir également le site de l'organisation britannique Banana Link, à l'adresse: [www.bananalink.org.uk](http://www.bananalink.org.uk)

Le syndicaliste Marco Tulio Ramirez Portela assassiné.



# Une campagne syndicale contre le "féminicide"

La violence envers les femmes au Guatemala a atteint son paroxysme avec plus de 500 assassinats en 2007. Les syndicats, appuyés par l'Institut syndical pour l'Amérique centrale et les Caraïbes (1) ont lancé fin 2007 une vaste campagne pour les droits des femmes et contre l'impunité des violences faites aux femmes.

La violence au Guatemala affecte aussi bien les hommes que les femmes. Mais les chiffres indiquent que le nombre de victimes parmi les femmes augmente considérablement. L'année dernière, plus de 500 femmes ont été assassinées dans notre pays. C'est plus qu'une par jour!", dénonce Irma Judith Montes, responsable pour la CUSG de la "Campagne syndicat pour la vie des femmes - stop au féminicide".

## Le fléau de la violence conjugale

Le Guatemala est signataire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et de la Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme. Mais dans les faits, les femmes continuent d'être victimes de multiples formes de violence.

"La société guatémaltèque perçoit les agressions commises à l'égard des femmes comme naturelles" regrette Giovanna Lemus, du Réseau contre la violence faite aux femmes (Red de la No Violencia Contra la Mujer) (2).

Outre les assassinats, la violence conjugale est un fléau très répandu. Selon un sondage publié dans la presse guatémaltèque, seulement 17 pour cent des femmes interrogées disent n'avoir jamais subi de mauvais traitement à leur domicile (3). Si les autorités prétendent souvent que la majorité des meurtres de femmes sont attribuables à des représailles, à la participation de la victime au trafic de stupéfiant ou à son appartenance au crime organisé, Giovanna Lemus déclare pour sa part que c'est la violence conjugale qui est la principale cause des meurtres de femmes guatémaltèques(2). Dans un tiers des cas, les femmes assassinées sont tuées par un homme qui est un de leurs parents proches.

## Discriminations et maltraitance sur le lieu de travail

"La violence familiale augmente de plus en plus, la femme est considérée comme le sexe faible et paie les conséquences de cette fausse affirmation", poursuit la syndicaliste Judith Montes, qui souligne aussi l'importance des discriminations au travail. "Sur les lieux de travail, la maltraitance de la part des chefs directs est monnaie courante et la discrimination salariale par rapport aux hommes un état de fait. Il n'est pas facile de changer les mentalités, même pour les femmes", souligne Judith Montes. "Il est essentiel d'installer un dialogue. Le travail de conscientisation est nécessaire pour que tous comprennent que ce système discriminatoire doit s'arrêter. Nous avons décidé de réagir."

## Poursuivre et punir les auteurs de crimes contre les femmes

Selon Amnesty International, jusqu'à 70 pour cent des



→ Belga



Plus de 500 femmes assassinées en 2007. C'est plus qu'une par jour!



Irma Judith Montes (CUSG), responsable de la "Campagne syndicats pour la vie des femmes - stop au féminicide".



→ M.D.

meurtres de femmes et de filles commis au Guatemala ne font pas l'objet d'une enquête et dans 97 pour cent des cas, aucune arrestation n'est effectuée (4).

Depuis le lancement de la campagne syndicale sur ce thème en octobre 2007, des ateliers sont organisés un peu partout dans le pays et, s'il est encore trop tôt pour en évaluer l'impact, les premiers résultats semblent encourageants. Au niveau des revendications, les organisateurs de la campagne voudraient, entre autres, que le terme "féminicide" soit inscrit comme délit dans la législation pénale, que les auteurs des crimes contre les femmes soient poursuivis et jugés, et que tout soit mis en œuvre pour l'éradication de tout type de violence envers les femmes dans tous les espaces de vies, du cercle familial aux lieux de travail.

(1) Instituto Sindical para América Central y El Caribe - ISACC

(2) Citée dans El País, 18/09/06.

(3) Prensa Libre, 17/09/06.

(4) Rapport d'Amnesty International sur les meurtres de femmes au Guatemala, publié en juillet 2006.

# La protection de la maternité en difficulté dans le secteur public

Si la protection de la maternité est largement bafouée dans le secteur privé, le secteur public ne lui réserve malheureusement pas un sort plus enviable. Le congé de maternité est inscrit dans la loi, mais les syndicats qui luttent pour le respect de ce droit essentiel sont la cible de menaces et d'attaques répétées.

"On nous compare souvent à des terroristes, à des ennemis de l'Etat. Des campagnes de déstabilisation nous font passer pour des éléments négatifs pour le développement." dénonce Imelda López, secrétaire générale des travailleurs de l'aéronautique, secrétaire adjointe de la fédération des services publics et secrétaire adjointe de la CGTG. Plusieurs fois menacée et victime d'un attentat qui a failli lui coûter la vie, elle est active dans la lutte pour la protection de la maternité au sein des services publics. Selon elle, être dirigeant syndical est loin d'être bien vu au sein des entreprises et des institutions guatémaltèques

## Clause de contrat illégale

Pour Imelda, l'organisation syndicale s'inscrit dans une logique de reconstruction du pays. Elle lutte pour l'obtention d'un salaire équitable entre les hommes et les femmes, pour le travail décent et pour que le droit à la maternité soit reconnu dans son secteur. Il n'est pas rare que les institutions de l'Etat engagent des femmes avec un contrat qui contient une clause qui stipule qu'elles renoncent à leur indemnité de maternité. Ce contrat est tout à fait contraire à la loi et la Constitution guatémaltèque qui garantissent le congé de maternité.

"Le Guatemala a ratifié la Convention de l'OIT sur la protection de la maternité" explique Imelda López, "malgré cela, les abus sont nombreux. Dernièrement, trois travailleuses du secteur public sont tombées enceintes. Quand l'Etat s'en est rendu compte, le contrat a été rompu. Notre organisation s'est tout de suite mobilisée pour les défendre. C'est à ce moment là que les persécutions contre les syndicalistes ont commencées. J'ai été visée plusieurs fois. Une fois, ma voiture a été complètement détruite et j'ai failli y rester. Par miracle, je suis toujours vivante." Bien que ces attaques ne soient pas revendiquées, la syndicaliste y voit la réponse à la lutte pour la défense des travailleurs.

La moyenne des salaires dans son secteur est de plus ou moins 150 dollars pour les travailleurs les mieux lotis. A l'inverse, une classe privilégiée bénéficie de salaires extrêmement élevés. "La corruption est partout. Nous ne nous sommes pas tus devant de telles injustices et cela ne leur a pas plu. Pour eux, le meilleur syndicaliste est celui qui n'existe pas. C'était mal nous connaître."

## Les listes noires, arme de dissuasion

Les jeunes sont très peu présents au sein des syndicats des services publics. La plupart du temps, ils considèrent que s'affilier est un frein à l'emploi. En outre, la peur des listes noires constitue un obstacle terriblement efficace.

Le principe est simple, dès que l'affiliation d'un travailleur est connue, son nom est inscrit sur la liste, accompagné de toutes les données le concernant (adresses, nom des parents, enfants...). Y sont inscrits tous les travailleurs dits "non-recommandables" qui ont participé à la formation d'un syndicat, qui ont exercé un droit syndical ou qui se sont adressés à une instance judiciaire administrative ou judiciai-

re afin de réclamer l'application de leurs droits du travail. La liste circule entre les employeurs et certaines institutions de l'Etat et peut être utilisée à tout moment contre le travailleur sous diverses formes telles que menaces et intimidation.

Malgré ce contexte très difficile, Imelda López ne baisse pas les bras. "Il est essentiel de mener des campagnes de sensibilisation envers les jeunes et les femmes afin qu'ils connaissent leurs droits. Le renforcement des capacités est un des facteurs clefs pour sortir de l'impasse, tout comme l'éducation. "Pour Imelda, la meilleure réponse face à l'impunité est l'application de la loi. Hélas, d'énormes intérêts personnels et une politique de corruption systématique compliquent la donne.

La Conférence syndicale internationale contre l'impunité de janvier 2008 lui a malgré tout redonné de l'espoir. "La solidarité internationale nous donne la force de continuer. C'est, surtout, un signal fort pour l'Etat guatémaltèque. Cela prouve que la communauté internationale le regarde. C'est un apport non négligeable à la lutte contre l'impunité."

→ M.D.



La peur des listes noires constitue un obstacle terriblement efficace à l'organisation



Imelda López (CGTG)



→ M.D.



# "L'accord de libre-échange avec les USA a aggravé les inégalités"

Les syndicats comme les mouvements sociaux s'étaient opposés à l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis. "Son entrée en vigueur en juillet 2006 n'a fait qu'exacerber les inégalités sociales dans le pays", dénonce J.E. Pinzón Salazar (1)



→ M.D.

**C**et accord est positif pour le gouvernement, le grand capital et les entreprises, mais très négatif pour les petites entreprises, pour les travailleurs du secteur agricole. Il a provoqué des fusions d'entreprises et une invasion de produits étrangers chez nous, par exemple dans le secteur agricole. Ces produits proviennent principalement des Etats-Unis. Les paysans d'Amérique centrale ne bénéficient pas des mêmes subsides que les Européens ou les Américains. L'agriculteur américain peut donc baisser ses prix grâce aux subsides, il nous est impossible de le concurrencer sur ce plan. Un quintal de maïs peut coûter 100 dollars s'il est vendu par un producteur du Guatemala, mais les Américains le vendent à 50 dollars.

La vie des paysans est très difficile au Guatemala. Beaucoup n'ont pas de terre et doivent travailler pour de grands propriétaires car il n'y a pas eu de réforme agraire permettant une meilleure distribution de la terre. Leurs conditions de travail sont inhumaines, en partie parce que le code du travail ne s'applique pas dans la pratique à ce genre de

secteur. Les salaires ne permettent pas de vivre de façon décente: un paysan peut gagner 7 dollars par jour, mais il faut un minimum de 200 dollars par mois pour couvrir les besoins alimentaires de base d'une personne, sans compter les soins de santé, l'éducation, le logement, etc."

(1) Lire l'interview intégrale de l'interview de J.E. Pinzón Salazar, secrétaire général de la CGTG, intitulée "La peur me pousse à agir contre les injustices", sur le site web de la CSI à l'adresse: <http://www.ituc-csi.org/spip.php?article1338&lang=fr>



→ Jacky Delorme.